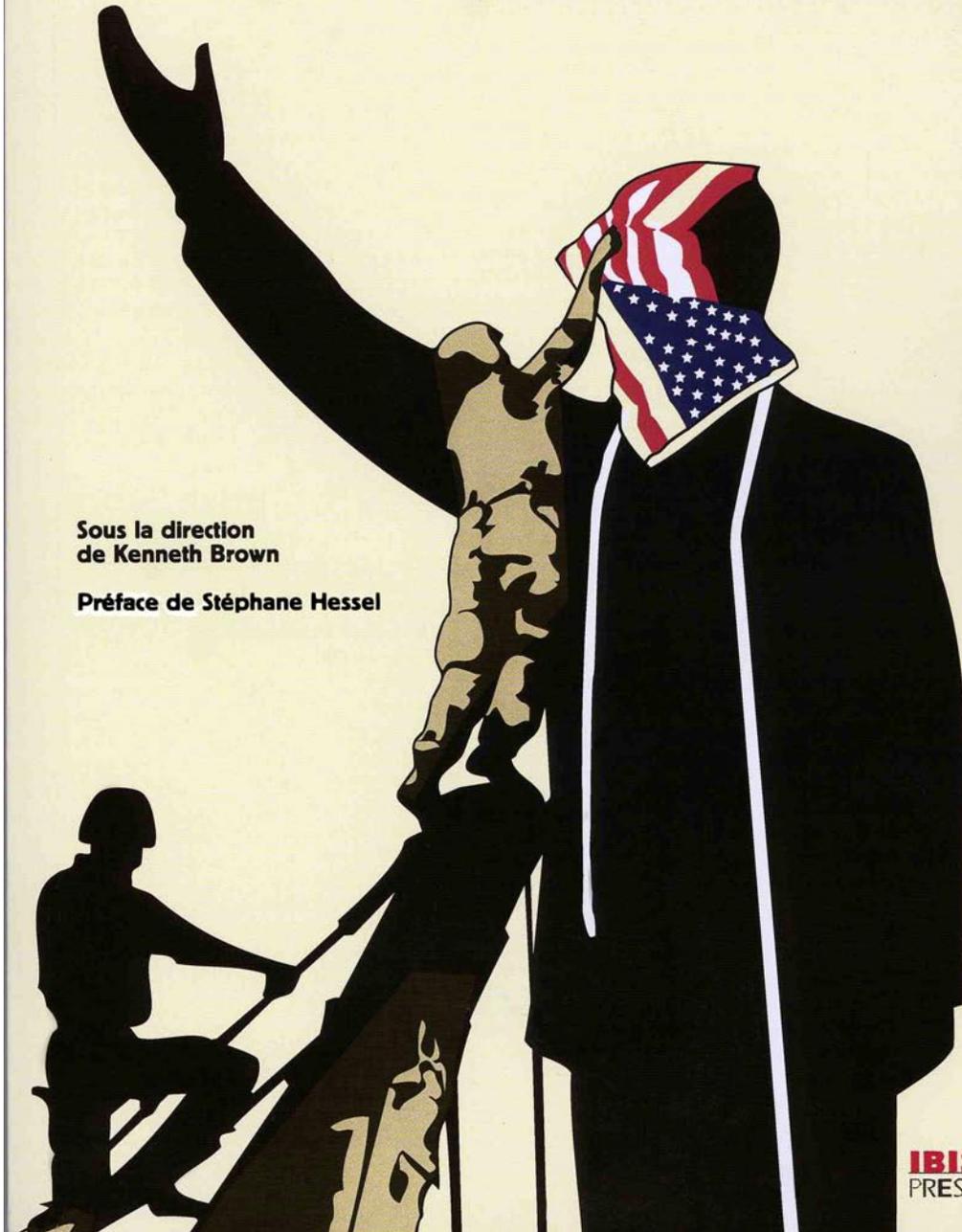


# L'Irak de la crise au chaos

Chroniques d'une invasion

Sous la direction  
de Kenneth Brown  
Préface de Stéphane Hessel



**IBIS**  
PRESS

# Une sombre affaire

(17 mars 2003)

**William R. Polk**

Ces derniers mois, j'ai passé une grande partie de mes journées à essayer de comprendre comment et pourquoi nous sommes sur le point d'entrer en guerre. Mes connaissances d'historien et d'analyste des relations internationales m'ont stimulé et guidé. Ces atouts, néanmoins, ne m'ont pas suffi pour clarifier les ambiguïtés de la situation.

Tout d'abord, qu'est-ce que cette crise ? D'après mon expérience au sein du gouvernement, et selon les ouvrages d'histoire que j'ai pu lire, il a presque toujours été possible de donner à cette question une réponse « objective » ou logique. Lors de la crise des missiles à Cuba, nous pensions que l'installation, là-bas, de missiles à tête nucléaire russes ne constituait pas seulement une menace pour les États-Unis eux-mêmes mais aussi un facteur de déstabilisation de l'équilibre mondial du pouvoir — changements que nous étions déterminés à empêcher. Il est vrai que nous réagissions de façon quelque peu émotionnelle et même asymétrique : nos missiles près de l'Union soviétique — dont certains en Turquie, juste à la frontière — étaient beaucoup plus nombreux que ceux que les Russes avaient tenté d'installer à Cuba. Cependant, nous étions en négociations, nos missiles se trouvaient déjà en place, et l'équilibre mondial du pouvoir s'y était accoutumé ; l'implantation à Cuba revenait à introduire un facteur nouveau, déséquilibrant. Ce que nous ne disions pas, bien sûr, c'est que nous considérions que nous avions eu une attitude juste, mais que le projet des Russes était condamnable. Pourtant, dans l'ensemble, nos actions étaient logiques ; les Russes l'ont admis. Ils en ont conclu que Cuba se trouvait dans notre collimateur, et nous avons reconnu que la présence de nos missiles en Turquie relevait de la provocation. Nous avons donc négocié. Nous nous sommes retirés et les Russes en firent de même.

Or, cette tentative de plaquer cette situation sur l'Irak ne marche pas. Comparez les deux situations : la Russie avait une population complexe d'environ 250 millions d'habitants vivant dans un vaste pays et menée par un gouvernement expérimenté, capable de mettre sur pied une armée énorme munie d'un arsenal complet d'armes de destruction massive. Une menace russe devait être prise au sérieux.

L'Irak, au contraire, est un petit pays. Il représente les deux tiers du Texas, dont seule une région d'environ la taille de l'État de Virginie occidentale est exploitable (c'est-à-dire sans prendre en compte le désert qui couvre les trois-quarts du territoire). La population représente près de 23 millions d'habitants dont la majeure partie, à l'image du territoire, semble « inutile » aux yeux du gouvernement. Près d'un quart des Irakiens sont d'origine kurde. Issus d'une culture différente, ils aspirent à l'indépendance et vivent dans un État pratiquement anonyme. Environ la moitié de la population totale est musulmane chiite. Ce groupe est fortement influencé par la culture perse et inspire la méfiance du gouvernement musulman sunnite. Le reste, l'« Irak » qui est dans notre ligne de mire, compte moins d'habitants que le Massachusetts, soit autour de cinq millions.

Ce pays, qui tire ses revenus du pétrole, devint, en 1990, l'État le plus moderne et progressiste du Moyen-Orient, outre la Turquie et Israël. Le revenu par habitant atteignait alors environ 2 000 dollars, ce qui a permis l'émergence d'une classe moyenne prospère. Après une décennie de dépression provoquée par les sanctions économiques (imposées le 6 août 1990), le PNB s'est aujourd'hui effondré et la classe moyenne est tombée dans la pauvreté. Pour l'industrie, pour l'armée et même pour les taxis de Bagdad, les conséquences sont bien visibles : pour que quelques industries continuent à fonctionner, des pièces en bon état ont été récupérées sur du matériel vétuste ; peu d'appareils neufs ont pu être importés. Evidemment, cela a conduit à une baisse rapide de rentabilité, de production et de performance.

Bien que le vrai pouvoir d'un État-nation ne se mesure que superficiellement à la taille et à la modernité de ses forces armées, la question mérite d'être considérée. Alors, qu'en résulte-t-il ? L'armée s'est amaigrie depuis 1990-1991 : avec aujourd'hui 400 000 hommes, elle ne pèse pas lourd pour un tel territoire. La loyauté ou du moins l'élan de 80 % de ses troupes est discutable ; son matériel est à la fois usé et largement obsolète ou, au mieux, obsoléscent ; les capacités de commande et de contrôle, qui rendent supérieures des armées comme les nôtres, les russes, les israéliennes et d'autres, lui font défaut ; et enfin, son champ d'action est restreint : elle est

incapable de déplacer ses hommes et ses matériels au-delà de quelques centaines de kilomètres ; son armée de l'air est presque inexistante ; les quelques missiles qu'il lui reste sont de courte portée, avec une frappe limitée à une centaine de kilomètres. En résumé, le pays ne possède aucune arme dangereuse qui pourrait, de près ou de loin, atteindre l'Amérique. De plus, contrairement à l'Union Soviétique du temps de la Crise des missiles à Cuba, l'Irak n'est pas seulement isolé mais aussi entouré par des pays plus puissants que lui. L'Iran compte bien plus d'habitants, est bien plus riche et peut financer une armée beaucoup plus grande ; la Turquie possède la deuxième plus grande armée de l'Europe (après la Russie) et est équipée et entraînée en conformité avec les exigences de l'OTAN ; les Israéliens détiennent l'une des armées les plus puissantes du monde et disposent d'un arsenal complet d'armes chimiques, biologiques et nucléaires qu'ils ne se priveront pas d'utiliser. Israël a déjà failli utiliser des armes nucléaires contre la Syrie et il a été prouvé que les Israéliens se sont déjà servi d'armes chimiques toxiques fabriquées à Nes Ziona au moins une fois, entre février et mars 2001. Il est certain qu'Israël les utiliserait contre l'Irak s'il se sentait menacé.

L'Irak a-t-il alors des atouts en réserve, c'est-à-dire des armes de destruction massive ? On s'est tellement concentré sur ce point, et l'affaire a suscité tant de craintes, que nous finissons par perdre le sens de la réalité. Or, la réalité n'est pas impressionnante. Tout le monde s'accorde à dire que l'Irak ne possède pas plus d'armes nucléaires aujourd'hui qu'elle n'en possédait hier. La fabrication de ces armes exige non seulement de l'argent et des connaissances techniques dont l'Irak certes bénéficiait, mais aussi des locaux industriels suffisamment grands et de l'espace pour effectuer les essais.

Nous pouvons constater l'importance de l'ensemble de ces conditions préalables, par le biais d'autres situations : l'Allemagne ne pouvait pas fabriquer d'armes atomiques pendant la Seconde Guerre mondiale parce qu'elle ne disposait pas de locaux adaptés à leur réalisation et à leur mise à l'épreuve sur le terrain ; avec l'aide de la France, Israël a pu exécuter le travail préliminaire à Dimona, dans le désert du sud, mais durant la période cruciale des essais, il a dû s'allier à l'Afrique du Sud ; la France a effectué ses tests dans le désert algérien ; de même, les États-Unis, l'Inde, le Pakistan et la Chine ont utilisé leurs déserts. Le lieu où la Corée testera ses armes reste incertain. Cela dit, le point crucial est que l'Irak a été observé régulièrement, quasiment toutes les heures, durant les dix dernières années ; il ne pouvait rien importer ni tester quoi que ce soit sans que quelqu'un (nous ou d'autres) ne l'apprenne.

L'Irak possède-t-il des armes biologiques ? Si c'est le cas, peut-il les utiliser ? Va-t-il les céder à des organisations terroristes indépendantes ? En bref, je pense que la réponse est non. Bien que l'Irak, il est vrai, en possédait – ses réserves de matériel biologique et d'équipements industriels venant des États-Unis et de Grande-Bretagne 2 étaient stockées pour « en faire des armes » ; les armes biologiques, comme le pain dans les rayons de supermarché, finissent par périmer et par perdre leur efficacité. Ce que l'Irak détenait a été détruit en même temps que le matériel nécessaire à la fabrication de nouveaux lots 3. Si ce qui a été caché existait encore, cela ne servirait aujourd'hui à rien. De plus, nous disposons de moyens efficaces de s'assurer qu'aucune nouvelle marchandise, aucun nouveau matériel n'a été importé.

Supposons que les nombreux inspecteurs, envoyés en Irak, aient tort et que l'Irak ait bien gardé des armes biologiques ; supposons que, miraculeusement, elles soient encore fraîches et viables. Les Irakiens peuvent-ils les utiliser ? Théoriquement, oui. Cependant, notons que, lorsqu'ils les avaient à leur disposition, pendant la guerre de 1990-1991, ils n'en ont rien fait. Pourquoi ? Parce qu'ils savaient que s'ils les utilisaient, toutes les limites auraient été franchies et nous (ou Israël) aurions démoli le pays dans son intégralité. En d'autres termes, l'Irak a été contenu par ce qu'Albert Wholstetter (le mentor de Paul Wolfowitz) appelait « le fragile équilibre de la terreur ». L'endiguement (ou containment), que nous avons expérimenté à travers un demi-siècle de confrontation avec l'URSS, a encore fonctionné.

En évaluant les renseignements, on se rend compte que la plupart des événements ont une certaine logique ; parfois, bien sûr, les gouvernements agissent de façon irrationnelle ou inappropriée, mais les analystes sont appelés à redoubler d'attention et à exiger des preuves formelles, lorsqu'ils se trouvent face à une action suspecte, comme par exemple la coopération entre un État totalitaire et un groupe non gouvernemental. Nous serions, alors, en droit de nous demander ce que le gouvernement irakien est susceptible de faire, associé ou non aux fondamentalistes islamiques.

Commençons par ce que nous savons. Nous savons que Oussama Ben Laden a constamment attaqué

Saddam Hussein, le qualifiant d'infidèle (kafir), ce qui constitue la pire insulte dans la bouche d'un musulman et qui peut être, selon la loi, passible de la peine de mort. Ben Laden a même proposé d'organiser une unité militaire afin d'attaquer l'Irak en 1990. De son côté, Saddam a fait tout ce que les fondamentalistes détestent : il a libéré les femmes, jusqu'à les autoriser à s'engager dans l'armée ; il a sécularisé l'État et la société et, par conséquent, a attaqué les grands dirigeants musulmans les plus conservateurs du pays, les chiites. En prenant tous ces points en considération, les deux hommes et leurs équipes s'ils voulaient trouver une cause commune, devraient alors changer du tout au tout.

Quelle cause commune pourrait rapprocher les deux pays ? L'hostilité envers l'Amérique, bien sûr. Or, jusqu'à présent, ce n'était pas le cas et il est peu probable que cela le devienne, sauf dans des circonstances extrêmes. Si Saddam était en grand danger de mort, je l'imagine faire quasiment n'importe quoi, et même rejoindre l'organisation de Ben Laden. Et Ben Laden ? Comme je le fais remarquer depuis des mois, pour lui, rien ne pourrait mieux tomber qu'une guerre entre l'Irak et l'Amérique. En effet, il est presque certain que cela fournirait une nouvelle source de recrues pour al-Qaïda et pour toutes les organisations de ce type qui renaîtraient alors de leurs cendres. Fort probablement, dans le dessein de défendre l'Islam contre ce qu'il considère être une « croisade américaine » expression chargée d'émotion que le président Bush a lui-même utilisée de façon peu judicieuse, Ben Laden irait jusqu'à travailler avec un infidèle ou, de préférence, avec le compatriote en colère d'un infidèle mort.

Il y a deux arguments décisifs : tout d'abord, sans guerre la coopération entre l'Irak et des organisations terroristes reste improbable ; de plus, aucune preuve de coopération effective n'a été apportée jusqu'à présent. Les pousser à nous craindre, et par là-même à s'unir n'est pas ce qu'il y a de plus intelligent. On peut prévoir que non seulement le gouvernement, mais aussi toute la population irakienne, blessée, en colère et humiliée par la guerre, pourraient soutenir des activités que nous qualifierions de terroristes, et qu'ils considèreraient comme patriotiques.

Qu'en est-il des armes chimiques ? Elles sont plus faciles à conserver que les armes biologiques ou nucléaires. L'Irak en possède-t-il ? Le gouvernement Bush nous l'affirme. Selon lui, la preuve a été fournie par des transfuges, le témoin clé étant le lieutenant général Husain Kamil, gendre de Saddam Hussein passé dans le camp adverse en 1995 et exécuté pour trahison après être bêtement retourné en Irak. En effet, lors de son séjour à l'étranger, le général Kamil a été longuement interrogé par la CIA et par d'autres services de sécurité. Selon le secrétaire d'État Colin Powell et le directeur adjoint du Conseil national de sécurité, Stephan Hadley, le général avait affirmé que les Irakiens possédaient des armes chimiques cachées. En fait, comme le prouvent des documents du gouvernement américain récemment rendus public, il a soutenu exactement le contraire. Il a déclaré : « Après la guerre du Golfe, l'Irak a détruit toutes ses réserves d'armes chimiques et biologiques et ses missiles 4. »

Le secrétaire d'État Colin Powell a été envoyé au Conseil de sécurité muni de ce que le président Bush a appelé les preuves concluantes sur la manière dont Saddam Hussein a caché des armes interdites et sur sa collaboration avec des organisations terroristes. Malgré une mise en scène élaborée du point de vue technique, ces preuves se sont écroulées après examen. Pire, et plus entachée d'amateurisme, la contribution britannique, soi-disant de la célèbre organisation des services secrets, le MI-6 de James Bond 007, était en fait un plagiat de vieilles copies de rapports de Jane sur les armes et d'un article écrit par Ibrahim al-Marashi. Ce dernier, un Américain de Baltimore, d'origine musulmane chiite, ne s'était jamais rendu en Irak 5 ; étudiant à l'Institut d'Etudes Internationales de Monterrey (Californie), il a plus tard fait paraître son article dans une revue israélienne. Ce bricolage pathétique rassemblait apparemment le meilleur de ce que l'on ait pu obtenir. Il a été qualifié de « satisfaisant » par Colin Powell, dont les bonnes manières ont primé sur le bon sens. Pourtant, on nous a forcés à entrer abruptement dans une guerre qui peut :

1. Précipiter notre société (et la plus grande part du monde industriel) dans la dépression. Pendant la première semaine de mars, le Bureau du budget au Congrès a communiqué ses estimations pour les prochaines décennies, qui vont d'un surplus du revenu de 5,6 de billions à un déficit de 1,8 billions ; d'autres évaluations estiment que ce déficit sera au moins deux fois plus élevé ; la guerre engendrerait, selon les prévisions de 2003, un déficit d'environ 400 milliards de dollars.

2. Occasionner encore plus de privations pour les Américains les plus pauvres, alors que le taux de

chômage augmente : depuis 2001, environ 2 millions de personnes ont perdu leur emploi.

3. Forcer le gouvernement à réduire les aides sociales (aides au chômage, soutien aux écoles, etc.). Les écoles publiques (et même les prisons) sont obligées de revoir leur budget à la baisse. Au Texas, par exemple, le financement des écoles a déjà atteint son niveau le plus bas depuis cinquante ans et l'on s'attend à ce qu'il baisse encore ; certains États sont même forcés de libérer des prisonniers, parce qu'ils n'ont pas les moyens de les garder en prison.

4. Renforcer la pression sur la santé publique, alors que 75 millions d'Américains n'ont pas d'assurance.

5. Mettre en péril les garanties de retraite pour la classe moyenne. En effet, ces Américains perdront leurs économies lorsque les compagnies feront faillite puisque les financements deviendront de plus en plus chers et que les dépenses des ménages chuteront. Avant même que la guerre ne s'amorce, la crainte de telles conséquences a provoqué une baisse drastique de la Bourse, l'indice était considéré par la plupart des gens comme celui de la bonne (ou mauvaise) santé de l'économie : la moyenne du Dow Jones est passée de 11 522 le 3 janvier 2001, à 7 552 le 15 mars 2003 ; elle a donc subi une réduction d'environ un tiers.

6. Accentuer ou provoquer de profondes et cruelles divisions et causer une confusion et une peur énorme au sein de notre société.

7. Amener notre gouvernement à modifier, dans certains cas de façon radicale, les concepts traditionnels américains de la Loi (par exemple, l'emprisonnement de suspects non Américains dans des conditions difficiles, sans droit à un avocat 6 et, dans certains cas, la torture 7 ou l'exécution d'hommes que, légalement, nous devons traiter comme des prisonniers de guerre 8). L'ébauche d'un projet de loi intitulée « Domestic Security Enhancement Act » (loi sur la Sécurité intérieure, surnommée « PATRIOT Act 2 ») a été ébruitée en janvier de cette année ; celui-ci autoriserait le ministre de la justice américaine à priver de citoyenneté les Américains considérés menaçants pour « notre défense nationale, notre politique étrangère ou nos intérêts économiques » et à les expulser ou les incarcérer sans appel.

8. Priver l'Amérique de ce que le président Eisenhower, en reprenant les paroles de Thomas Jefferson, a appelé « un respect décent pour l'opinion de l'humanité ». Le plus proche allié des États-Unis, le Premier ministre britannique Tony Blair, fait face à l'opposition de la majorité de ses compatriotes ; il est obligé d'affronter une grande révolte au sein de son parti et il a failli perdre le Parlement. De tels alliés, sur lesquels l'administration Bush peut compter, sont, en réalité, soit corrompus par des milliards de dollars (comme la Turquie, la Jordanie, Israël et l'Égypte), soit déterminés par des programmes locaux qui ne correspondent pas nécessairement aux intérêts nationaux américains (la Turquie contre les Kurdes et Israël contre les Palestiniens), soit enfin sujet à des pressions diplomatiques ou commerciales irrésistibles. Parmi ces nouveaux alliés, certains pays n'attiraient à l'évidence pas l'attention du gouvernement américain auparavant. L'OTAN, si patiemment construite pendant des décennies, est en déroute ; la Communauté européenne, que nombre d'entre nous avons tenté d'aider à émerger durant ce dernier demi-siècle, se trouve brisée, peut-être fatalement. Et même dans les pays frontaliers avec les États-Unis, le Canada et le Mexique, la population et le gouvernement sont farouchement opposés à la politique américaine.

9. Nous empêcher de tirer les leçons du passé. En 1992, dans un article de Foreign Affairs, c'est le secrétaire d'État Colin Powell, alors à la tête des états-majors, qui avait insisté sur la leçon que les États-Unis devraient retenir de la guerre du Golfe : « La guerre du Golfe a été une guerre à objectif limité. Si cela n'avait pas été le cas, nous contrôlerions Bagdad à l'heure actuelle, ce qui aurait provoqué des conséquences impardonnables en termes de coût et de vies perdues, et les relations entre les pays de la région auraient été gâchées. » Pourtant, aujourd'hui, l'administration Bush a annoncé des programmes propres à générer ces trois coûteuses conséquences.

En conclusion, il doit exister, quelque part, des raisons valables pour justifier cette politique aux conséquences incontestablement désastreuses. Les hauts membres du gouvernement Bush ne sont certainement pas stupides. Nous devons donc nous demander, dans le cas où il n'y aurait pas raison de craindre une attaque irakienne contre les États-Unis — ce qui, comme je l'ai démontré, ne repose sur aucun fondement rationnel —, quelle peut être la motivation d'une telle politique, de toute évidence coûteuse, peut-être même désastreuse ?

Un enjeu important et très largement discuté : le pétrole. L'économie américaine utilise aujourd'hui une grande partie (dans les 30 %) de la totalité de la production mondiale d'environ 20 millions de barils par

jour. Même lorsque j'étais en poste au Conseil du programme politique, l'« acquisition du pétrole dans des conditions acceptables » figurait parmi les quatre objectifs de la politique américaine au Moyen-Orient. Depuis, les réserves américaines nationales se trouvent quasiment épuisées. Etant donné que le gouvernement de Bush a décidé de ne pas appliquer les normes établies par le protocole de Kyoto et qu'il a également réduit de façon drastique les initiatives autour des projets d'énergie alternative, l'acquisition du pétrole reste alors un objectif décisif. L'obtenir, cependant, ne devrait pas impliquer une décision politique difficile : le pétrole est toujours disponible sur le marché. Ceux qui ont la chance d'en avoir ne peuvent en tirer profit que s'ils le vendent, et, puisqu'on en trouve de plus en plus, les vendeurs ne se font pas prier. Dans un futur proche, il est peu vraisemblable que nous n'ayons plus accès au pétrole selon les critères habituels du marché. Sans oublier que le Moyen-Orient fournit plus de pétrole à l'Extrême-Orient et à l'Europe qu'aux États-Unis.

En outre, si l'on considère que s'emparer de l'Irak (et de son pétrole) nous coûterait probablement plus de 100 milliards de dollars et que le chef des états-majors américains estime à plus de 300 000 le nombre de soldats américains nécessaires au contrôle du pays pour une dizaine d'années, mettre la main sur le pétrole irakien, ne serait-ce que pour le voler, nous reviendrait beaucoup plus cher que de simplement l'acheter.

Alors, pourquoi vouloir le contrôler ? Principalement à cause de la stabilité du prix et de la garantie de ravitaillement : si un pays devait dominer cette importante ressource, cela affecterait, du moins théoriquement, les réserves et les prix. Avec le pétrole du Moyen-Orient dans sa poche, l'Amérique, dit-on tout bas jusqu'à présent, régnerait probablement sur le marché mondial et cela dans un avenir prévisible. C'est la raison pour laquelle le rapport de 2001 sur la Politique de l'énergie nationale américaine (le « Rapport Cheney ») stipule que le contrôle du pétrole du Moyen-Orient est une priorité.

Il m'est difficile de croire que ceux qui ont forgé la « doctrine Bush » s'intéressent au pétrole du Moyen-Orient, simplement pour enrichir les compagnies américaines. L'objectif semble trop insensé. Cependant, je dois hélas reconnaître que quelques membres du gouvernement ne se sont pas oubliés dans les comptes, ainsi que leurs amis et anciennes sociétés. La compagnie Halliburton, qui rapporte entre cent mille et un million de dollars<sup>9</sup> par an au vice-président Cheney, tire les ficelles de la coordination et, si l'Irak fait exploser ses infrastructures<sup>10</sup>, de la reconstruction de l'industrie pétrolière irakienne.

Certes, le pétrole n'est pas le seul facteur qui offre à l'industrie américaine un marché d'une telle envergure. Comme le Président Bush l'a décrit dans ses menaces, une attaque comprenant l'envoi de milliers de missiles et de bombes dès le premier jour du conflit, endommagerait considérablement les routes, les ponts, les usines, les centrales de retraitement des eaux, les écoles, les hôpitaux, les immeubles, etc. Là-dessus, des appels d'offres ont circulé pendant des mois au sein d'un groupe d'élite de compagnies américaines. Celles qui sont dirigées par des proches du gouvernement (Halliburton, Bechtel et Fluor) s'estiment d'ores et déjà prêtes à répondre à des contrats pouvant brasser des milliards de dollars. En prospectant tous azimuts, de grandes opportunités économiques émergent. Seymour Hersh a publié<sup>11</sup> dans *The New Yorker* (17 mars 2003) une histoire bizarre, autour d'un contrat portant sur la sécurité qui s'élèverait à cent millions de dollars, selon les prévisions. Ce contrat impliquait Richard Perle, le président du Comité de la politique de défense, ainsi que plusieurs financiers Américains et Saoudiens, parmi lesquels le célèbre marchand d'armes, Adnan Khashoggi.

Si l'on écarte les pistes du pétrole et autres opportunités économiques, de quoi s'agit-il, alors ? Les atrocités du régime irakien ont fait couler beaucoup d'encre. Des dissidents turcs ont été gazés, des citoyens chiites suspectés de sympathiser avec les Iraniens ont été déportés et des actes effroyables de torture, de viol et de meurtre ont été commis. Même si la mort ne s'en suit pas toujours, cela n'est pas bien joli. Comme j'ai pu le constater récemment à Bagdad, les gens font attention à ce qu'ils disent, parce qu'ils croient qu'une armée d'informateurs de mèche avec la police secrète, les surveillent en permanence. Sans compter ces représentations du culte de la personnalité de Saddam, extrêmement répandues dans les lieux publics, qui évoquent les images de Staline ou de Mao, et rappellent beaucoup l'Allemagne de l'Est sous Ulbricht. Toutefois, nous n'avons pas souvent laissé de telles atrocités infléchir nos relations avec d'autres régimes semblables, ni même, à une autre époque, avec le régime de Saddam. Afin de conclure un marché, Donald Rumsfeld était à Bagdad en mars 1983, le jour où les Nations unies rendaient public son rapport sur l'utilisation de gaz toxiques par l'Irak ; il ne s'agissait pas d'une coïncidence malheureuse : les Américains et les Britanniques avaient vendu à l'Irak le matériel nécessaire à sa fabrication. A l'époque de l'attaque irakienne contre le village kurde de Halabja, le

gouvernement de Reagan fournissait à l'Irak des aides s'élevant à des centaines de millions de dollars, incluant la contribution à la fabrication d'armes chimiques et biologiques 12. L'Irak n'est pas un cas isolé. Nous avons apporté notre aide et nous avons fermé les yeux lorsque d'autres régimes se sont livrés à ce genre d'activités atroces. Le sens de la décence civique ne peut donc pas expliquer notre mécontentement. S'il ne s'agit pas de la peur, du pétrole, du profit commercial et de la colère contre la tyrannie, il ne reste pas grand-chose. Nous arrivons donc à ce que j'ai appelé une « sombre affaire ».

Quand les astronomes ont découvert que tout ce qu'ils savaient sur l'univers ne coïncidait pas avec ce qu'il y existait réellement, ils ont dû énoncer leur problème autrement. Et puisque ce problème semblait les pousser à l'extrême du savoir scientifique, au bord aux limites mêmes de la logique, ils ont parlé d'une « sombre affaire ». Cette « sombre affaire » ont-ils fini par croire, était bien plus éloquente que tout ce qu'ils avaient pu observer jusqu'à présent. De même, j'ai été amené à conclure qu'au-delà de ce que nous avons tous pu dire ou lire, il existait un ordre du jour caché, l'équivalent politique de la « sombre affaire » déterminant les relations américaines avec l'Irak. Dans cet ordre du jour caché, j'ai relevé trois éléments qui semblent particulièrement importants : 1) une nouvelle conception stratégique de la domination américaine du monde ; 2) une foi messianique dans le fondamentalisme chrétien ; 3) un rapport entre le fondamentalisme chrétien et le sionisme israélien. Je commencerai par la stratégie américaine de domination du monde.

1) La Stratégie de sécurité nationale de l'administration, plus connue sous le nom de « doctrine Bush » présente la vision d'un monde largement hostile. Où que l'on regarde, on ne trouve que des ennemis ; il nous faut donc les attaquer et leur refuser l'asile avant qu'ils ne puissent nous porter préjudice. Et puisque l'Amérique a « une force militaire incomparable et une grande influence politique et économique, l'Amérique agira contre ces menaces émergentes avant même qu'elles ne soient complètement formulées ». Cela revient à dire que l'Amérique aménagera sa politique d'endiguement à long terme en fonction de la prévention d'attaques partout où elle estime qu'une menace existe ou peut éventuellement exister.

La doctrine Bush est une déviation radicale non seulement de la politique préventive mais, de plus, elle découle d'une nouvelle évaluation de la place de l'Amérique dans le monde. Au cours de la plus grande partie de son histoire, l'Amérique s'est elle-même considérée comme une nation à part, séparée et protégée de l'agitation du monde par ses océans. Entre l'attaque britannique de 1812 et l'attaque japonaise de 1941, elle a confortablement soutenu l'inutilité de devenir une forteresse, parce que ses ennemis ne pouvaient pas l'atteindre. Même durant la Seconde Guerre mondiale, l'attention portée sur la défense de son territoire a été négligeable : la bataille avait lieu en Europe et en Extrême-Orient. Enfin, pendant la guerre froide, la défense américaine s'est organisée en priorité à l'étranger et a cherché à maintenir toute menace hors de sa portée. C'est ce manque d'expérience quasi total des menaces sur son propre sol qui rendirent les attaques du World Trade Center et du Pentagone aussi incroyables aux yeux de la population américaine. A la différence d'autres peuples, les Américains n'avaient jamais vu, d'eux-mêmes, le hideux visage de la guerre.

C'est à cette nouvelle peur que la doctrine Bush est venue répondre. Et c'est d'elle que le président en tire sa popularité. Soixante ans après l'attaque de Pearl Harbour, dont seuls une poignée d'Américains vivants se souviennent encore, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington marquent un basculement majeur dans l'histoire américaine.

Dans la hâte et la panique, le Congrès a fait alors passer le « USA Patriot Act ». Cet acte a donné au gouvernement des pouvoirs sans précédents, concernant les arrestations et les détentions. Dans la plupart des cas, les cours de justice ont avalisé ces nouvelles prétentions autoritaires. A l'étranger, aussi, le gouvernement a immédiatement attaqué le principal paradis des terroristes, l'Afghanistan, en capturant et en tuant non seulement ces terroristes, mais également les membres du gouvernement et de l'armée afghane. Il a ensuite changé sa cible, pour pointer ses armes vers l'Irak, un pays qui, comme nous l'avons vu, ne possède aucun lien palpable avec le terrorisme ou avec l'attaque contre les Américains. La doctrine laisse clairement entrevoir que l'Irak n'a pas besoin d'être l'unique cible, et qu'il ne le sera probablement pas : d'autres nations, comme l'Iran (que l'on pense en train de développer sa puissance nucléaire) et la Corée du Nord (où la puissance nucléaire est déjà développée) ont été répertoriées comme parties prenantes de « L'Axe du Mal ». D'ailleurs, les États-Unis soupçonnent d'autres pays d'être bien plus enclins à s'associer aux terroristes. Parmi eux, se trouve certainement le Pakistan, à présent considéré comme un allié, mais dont on estime à 11 000 le nombre de ses

écoles coraniques, à l'image de celles qui ont formé les soldats talibans, et où peut-être de très nombreux jeunes Pakistanais rêvent de devenir militants islamiques. Des groupes du même genre sévissent aux Philippines, où 3 000 soldats américains ont déjà été dépêchés. Rien ne semble pouvoir empêcher la mise en œuvre de cette stratégie énoncée dans la doctrine Bush qui vise à répandre les troupes américaines sur tout le globe.

Le terme générique de « terroriste » comporte une grande diversité de mouvements. La plupart d'entre eux sont motivés par un désir contrarié de ce que l'Amérique elle-même a longtemps estimé comme légitime, soit « l'autodétermination des peuples ». Là où de tels mouvements sont réprimés, les gouvernements manifestent un intérêt soudain à les qualifier de « terroristes » afin de remporter l'approbation ou le financement des États-Unis. Parmi eux, le gouvernement chinois présent au Tibet et au Turkestan, les Russes en Tchétchénie, les Indiens au Cachemire et les Israéliens en Palestine. Si l'Amérique se fait l'alliée de la répression des peuples à la recherche d'autodétermination, aucun dénouement ne sera possible à « la guerre contre le terrorisme ».

Comment en sommes-nous arrivés là ? Même s'il est clair que la doctrine Bush a gagné ses lettres de noblesse auprès des politiciens américains grâce aux attentats du 11 septembre 2001, elle ne date pas de ces événements : elle résulte de l'adaptation d'un plan stratégique que quelques personnages clés de l'actuel gouvernement Bush ont commencé à jeter sur le papier, il y a au moins dix ans.

Déjà en 1992, Paul Wolfowitz (alors et toujours un haut représentant du Département de la Défense) et Zalmay Khalilzad (qui a joué un rôle majeur en Afghanistan) avaient ébauché un « Guide de planification de la Défense ». Ce document établissait que la tâche des États-Unis consistait à empêcher l'émergence de toute superpuissance rivale, où que ce soit dans le monde. Sur la liste de puissances potentiellement dangereuses se trouvaient la Russie, la Chine, le Japon et l'Allemagne. A partir d'une déclaration de principes, datant du 3 juin 1997, Wolfowitz et Khalilzad ont été ralliés entre autres par Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Jeb Bush et Elliott Abrams, autour de l'élaboration d'une nouvelle stratégie étayée sur la puissance militaire des États-Unis, et qui prétendait refaçonner le monde selon les « responsabilités globales » américaines. Le groupe a perduré, et, en septembre 2000, a renforcé son but de « maintien de la prééminence globale des États-Unis » sur tout rival potentiel. George W. Bush a fait allusion à ce thème lorsque, en tant que candidat aux élections présidentielles, il a identifié la Chine comme un « adversaire stratégique » et une « menace d'espionnage dans notre pays ». Le programme a établi un plan sur vingt ans, pour aboutir à ce que Bush nomme « une domination en spectre complet ». Cependant, ce que l'équipe de Bush avait à l'esprit s'éloignait tellement de la tradition américaine que seules les attaques terroristes du 11 septembre ont permis de convaincre les Américains d'y apporter du crédit.

2) Qui sont ces Américains si vite transformés en armée politique menée par l'administration Bush ? Qu'est-ce qui les a motivés ? Il m'est difficile de trouver cette pièce manquante du puzzle car elle se trouve complètement en dehors des paramètres que la plupart des Américains (moi y compris) a été habituée à employer dans leurs analyses des relations internationales. Pour la première fois au cœur des décisions américaines, nos politiques sont mises en place par un groupe, réduit mais déterminé, à la tête d'un mouvement idéologique hautement développé. George Bush a rejoint ce groupe pour des raisons éminemment personnelles, mais suite au 11 septembre, il ne pouvait pas avoir choisi une meilleure base politique. Elle lui a offert un programme capable d'accréditer le fait qu'il avait été « appelé » par Dieu, comme il le clamait déjà, lorsqu'il n'était encore que gouverneur du Texas. « Je pense que Dieu me veut comme président » avait-il dit à un ami.

La croyance dans une mission divine pour réorganiser le monde, date, en Amérique, du premier mouvement puritain, mais existait déjà ailleurs, bien sûr, depuis longtemps. C'est cette même croyance qui a amené le pape Urbain II à lancer les Croisades, le roi Louis VIII à attaquer la civilisation florissante mais hérétique de la Provence, et Saint Dominique à déclencher l'Inquisition. Par ironie, ce point de vue chrétien se retrouve également dans la proclamation de l'Islam par Mahomet, ainsi que dans la théocratie de l'ayatollah Ruhollah Khomeini et dans le jihad d'Oussama Ben Laden. Les vrais croyants ont toujours exercé un puissant contrôle sur les politiciens.

De nos jours, un grand nombre d'Américains partagent cette foi dans le bien fondé absolu de leur cause et, par conséquent, dans l'ignominie des intentions et actions de ceux qui ne marchent pas au même son de tambour. Par-dessus tout, c'est ce qui semble qualifier les millions d'Américains de la Convention baptiste du Sud, mais cette foi ne se limite nullement à eux seuls. Presque la moitié des Américains, soit 46 %, se

sont décrits dans un récent sondage de l'Institut Gallup comme des évangélistes ou des chrétiens ressuscités. Au niveau institutionnel, l'enseignement de la science à l'école, le contrôle des naissances et le système de justice criminelle, autant de champs qui ont consolidé le droit divin dans un fort mouvement, à la tête duquel le Président Bush s'est lui-même placé.

Ce mouvement est mené, et volontairement soutenu, par ce que Bush croit être « la grande vision du dessein supérieur de Dieu ». Ce plan reconforte les gens qui s'étonnent qu'on puisse s'opposer à leurs politiques — Jean admoneste : « Ne soyez pas surpris, mes frères, si le monde vous hait ». Il conduit également cette guerre en Irak. Dans ses lectures quotidiennes de la Bible, le président médite sûrement sur la vision de « la grande putain » apparue à Saint Jean le Divin, et sur le front de laquelle était écrit : « Mystère, Babylone la Grande, mère des Prostituées et des Abominations de la Terre » (Révélation, 17, 5) et à qui l'on avait promis : qu'« avec violence la grande cité de Babylone sera détruite, et ne sera jamais retrouvée » (Révélation, 19, 21). Dans l'Armageddon, les forces du mal étaient vaincues, victoire annonciatrice de la stratégie américaine sur l'Irak. « Et il s'abattit sur les hommes une grande pluie de paradis... »

3) Motivé par une interprétation littérale de la Bible, en particulier de l'Ancien Testament, le droit religieux américain s'est aussi répandu jusqu'à embrasser son lieu de naissance, Israël. Comme l'ancien président Jimmy Carter l'a souligné, de telles personnes « sont hautement influencées par leur engagement en Israël, étayé sur la théologie eschatologique, soit de la fin des temps ». L'observation du président Carter a pris tout son sens lorsque le 11 octobre 2002, selon Margot Patterson, du National Catholic Reporter, « des milliers de sionistes chrétiens d'Amérique se sont rencontrés à Jérusalem à l'occasion de la fête juive de Soukkot, pour saluer Sharon et déclarer leur soutien inconditionnel à l'État d'Israël ». Les fondamentalistes chrétiens et les colons messianiques juifs, a-t-elle poursuivi, promettent la formation d'un « plus grand Israël » qui introduira l'Armageddon et amènera la Seconde Venue.

Comment donc l'Irak s'encastre-t-il dans ce projet ? Le 8 juillet 1996, à l'Institut d'études politiques et stratégiques avancées, un groupe d'étude sur la Nouvelle stratégie israélienne vers l'an 2000, dirigé par Richard Perle, a publié pour le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, un document intitulé « Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume ». L'essentiel de la proposition consistait à « saisir l'opportunité [en insistant sur] la paix par la force ». Elle appelait à des frappes préventives en Syrie et au Liban, ayant pour but d'« affaiblir, contenir et même renverser la Syrie. Cet effort peut se concentrer sur le retrait de Saddam Hussein du pouvoir en Irak — un objectif israélien stratégique de premier ordre dans son bon droit — comme un moyen d'écraser les ambitions régionales de la Syrie ».

L'exposé qui a ainsi ciblé l'Irak s'est effectué en juin 1999, au cours d'un discours de Paul Wolfowitz, à l'Institut Washington, parrainé par Israël. Il y a affirmé qu'avec la destruction du régime de Saddam Hussein, les Palestiniens seraient acculés à accepter le processus de paix selon les termes israéliens. Comme le dirigeant conservateur américain Patrick J. Buchanan l'a souligné dans *The American Conservative* (24 mars 2003), « un attachement passionné à Israël est un principe clé du néo-conservatisme ».

Toutefois, l'évocation du fait qu'Israël (ainsi que ses sympathisants américains chrétiens ou juifs) est impliqué dans l'élaboration de politiques de l'administration sur le Moyen-Orient a déclenché des accusations d'antisémitisme, ce dont on a toujours énormément peur et qui peut se révéler politiquement fatal. Les campagnes à l'encontre des opposants à cette politique ont alors dépassé la sphère publique pour atteindre la communauté universitaire américaine. Buchanan continue de dénoncer l'utilisation de l'antisémitisme « pour annihiler le discours public en salissant et en intimidant les ennemis, en les censurant et en les mettant, eux, et n'importe qui le diffuserait, sur des listes noires. Les néo-conservateurs affirment que nous les attaquons parce qu'ils sont juifs. Ce n'est pas le cas. Nous les attaquons parce que leur bellicisme menace notre pays, même si leur attitude trouve un écho sérieux auprès du [Premier ministre israélien] Ariel Sharon ».

Le danger de ces positions ne réside pas seulement dans la division acerbe de la communauté américaine, aussi malsaine qu'elle puisse être. Il se trouve également dans la fabrication d'un cadre dans lequel toute discussion extrapolée sur les décisions servant l'intérêt de la nation et sur la préservation des modèles essentiels d'une société démocratique libre et ouverte s'avère ardue, voire impossible.

En conclusion, le président Bush nous a annoncé que l'Irak n'était qu'un début. Les affaires étrangères ne

représentent qu'une partie de la transformation radicale qui voudra façonner nos vies. L'Amérique s'est engagée dans une croisade à durée indéterminée. Nous devons nous demander : « sommes-nous préparés à l'assaut ? »

Traduit de l'anglais par Anthony Papalia

---

## Notes

<sup>1</sup> James Brooks a fourni, le 13 février 2003, un résumé des informations, des sources et des effets d'un gaz toxique non-identifié ([www.antiwar.com](http://www.antiwar.com)). Jonathan Cook a mis en ligne des documents (<http://lawsociety.org/Press/Preleases/2002/sep/sep27e.html>) sur l'utilisation de gaz lacrymogènes à des doses mortelles. Un gaz similaire a également été utilisé par les Égyptiens au Yémen dans les années soixante, ce qui a fait enrager le gouvernement. Comme le montrent les dossiers du Comité international de la Croix Rouge, aujourd'hui rendus publics, Israël a eu recours à des armes biologiques (de la même famille que la typhoïde) pour la première fois pendant la guerre de 1948-1949. Cf. <http://weekly.ahram.org.eg/2003/627;focus.html>. De nombreux pays, y compris les États-Unis et la Russie, ont fabriqué des armes chimiques et biologiques et projettent de les utiliser. Comme je l'ai dit, lorsque j'étais en poste au gouvernement américain, on m'avait donné des instructions sur le programme américain parce que j'effectuais un travail sur les dangers des armes de destruction massive.

<sup>2</sup> Des documents du gouvernement américain, réunis par les Archives de la Sécurité nationale à l'Université George Washington, montrent que « des compagnies américaines avaient la permission de vendre des prototypes d'armes chimiques aux Irakiens. Washington a, dans les années quatre-vingt, donné des licences à des dizaines d'autres sociétés pour envoyer des produits biologiques à l'Irak — des virus et des toxines mortels, le genre de choses dont Washington exige la destruction par l'Irak ». Cf. Neill MacDonald sur CBC News <http://www.cbc.ca/news/iraq/issuesanalysis/saddamgoodguy030310.html>.

<sup>3</sup> Ceci a été un des principaux points de discorde lors de nombreuses conférences et dans deux livres de Scott Ritter, l'ancien officier de l'US Marine, responsable des inspections. Celui-ci affirmait que les stocks d'armes existants et le matériel destiné à leur fabrication ont été détruits par les 3 500 spécialistes qui composent l'UNSCOM.

<sup>4</sup> Le compte rendu, publié par Newsweek, le 24 février 2003, est disponible sur <http://casi.org.uk/info/unscom950822.pdf>. Le 5 février 2003, le Secrétaire d'État Colin Powell a dit au Conseil de sécurité que « l'Irak ne l'a avoué qu'après que les inspecteurs ont récupéré les documents à la suite de la trahison d'Hussein Kamel, le feu beau-fils de Saddam Hussein ». Les commentaires d'Hadley étaient dans The Chicago Tribune du 16 février 2003.

<sup>5</sup> Selon les révélations de Kenneth Rapoza rapportées par The Boston Globe peu de temps après le discours de Powell. L'organisation israélienne qui a publié son rapport est en étroite collaboration avec l'Institut de Washington spécialisé dans la politique du Proche-Orient, une organisation pro-israélienne dont Richard Perle, le conseiller du Pentagone, est membre.

<sup>6</sup> La Convention de Genève qui établit les réglementations sur le traitement des prisonniers de guerre ne s'applique pas aux anciens soldats du gouvernement afghan et les droits civils fondamentaux américains sont inapplicables car les hommes d'al-Qaïda et les talibans sont détenus sur une base navale américaine qui se trouve dans un pays étranger, Cuba.

<sup>7</sup> Selon The Guardian (7 mars 2003), le major et médecin légiste américain Elizabeth Rouse a signé un certificat de décès par homicide à propos d'un prisonnier afghan, déclarant que l'homme avait péri des suites de « blessures causées par un coup violent aux extrémités inférieures, ce qui a aggravé une maladie cardiovasculaire ». D'autres prisonniers ont dit au New York Times (7 mars 2003) qu'on les a « laissé nus, encapuchonnés et enchaînés et on leur a empêché de dormir pendant plusieurs jours d'affilée ». On a refusé à d'autres les soins médicaux ou les a privés de nourriture et d'eau pendant de longues périodes. (The Economist, le 12 mars 2002 et The Guardian, le 5 mars 2003).

<sup>8</sup> Dans son discours sur l'état de l'union, le président Bush a dit que « 3 000 terroristes présumés ont été arrêtés dans de nombreux pays » alors que « beaucoup d'autres ont connu un destin différent » afin qu'ils « ne causent plus de problème aux États-Unis ». La CIA était autorisée, pour la première fois, sur le modèle israélien (The

Guardian, le 19 décembre 2002), à chasser et tuer des membres d'al Qaïda (The Guardian, le 16 décembre 2002 et The New-York Times, le 14 décembre 2002).

<sup>9</sup> Information que tous les représentants du gouvernement doivent rendre publique, révélée dans The Guardian (12 mars 2003). Bien que les « revenus différés » de Cheney soient légaux, cela s'apparente à un conflit d'intérêts puisque, évidemment, les employés actuels d'Halliburton bénéficieront d'une déférence spéciale de la part de l'administration à cause de leurs liens avec la Maison Blanche. Sous la présidence de Cheney, Halliburton et le gouvernement fédéral ont fait des affaires à la hauteur de 2,3 millions de dollars.

<sup>10</sup> The [London] Times a écrit, le 12 mars 2003, que les champs pétrolifères de Kirkouk ont été minés et qu'ils étaient prêts à exploser si les Américains lançaient une attaque. Cette information a été niée par l'Irak.

<sup>11</sup> Rendu furieux par cet article, dans lequel Hersh avait cité les accusations de Khashoggi selon lesquelles Perle et d'autres avaient « une influence mesquine » Perle a qualifié Hersh, lors d'une émission de CNN, d'être « l'élément du journalisme américain qui se rapproche le plus du terroriste ». (<http://www.cnn.com/Transcripts/0303/09/1e.00.html>).

<sup>12</sup> R. Jeffrey Smith a publié un article dans The Washington Post, repris par The International Herald Tribune (23 juillet 1992), affirmant que le ministère américain du commerce enquêtait sur trente-quatre affaires d'exportation de marchandises de haute technologie vers l'Irak, dont « des cultures de bactéries et de champignons, des ordinateurs et du matériel électronique, des appareils de contrôle du processus chimique et l'équipement de navigation des missiles et de communication ». The Guardian (6 mars 2003) a écrit, à la même période, qu'une entreprise anglaise, financée par le gouvernement britannique, a fait construire une usine de chlore d'une valeur de 14 millions de livres, connue sous le nom de Falluja 2, et capable de fabriquer du gaz moutarde et des gaz paralysants.